



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Plan de Prévention des Risques Naturels

"Chutes de rochers"

Commune de La Burbanche
Chef-lieu et hameau "Le Bernard"

Règlement

VU pour rester annexé à notre
arrêté de ce jour,

Bourg-en-Bresse, le: **24 SEP. 2010**



Prescrit le : 31 mars 2009

Mis à l'enquête publique

du : 31 mai 2010

au : 01 juillet 2010

Approuvé le :

24 SEP. 2010

signé Régis GUYOT

Direction départementale des Territoires
Service Prospective urbanisme risques
Unité Prévention des Risques
23 RUE BOURGMAYER
BP 90 410
01012 BOURG EN BRESSE CEDEX

Table des matières

1 Dispositions applicables en zone Rouge.....	3
1.1 Interdictions.....	3
1.2 Autorisations.....	3
2 Dispositions applicables en zone Violette.....	4
Prescription générale.....	4
2.1 Bâti existant.....	4
2.2 Bâti futur.....	4
3 Mesures de prévention et de sauvegarde.....	5
3.1 Entretien et suivi des ouvrages de protection.....	5
3.2 Protection du couvert forestier.....	5
3.2.1 Code Forestier - Conservation et police des bois et forêts en général.....	5
3.2.2 Code de l'Urbanisme - Espaces boisés.....	5

1 Dispositions applicables en zone Rouge

Le zonage rouge correspond à la zone d'aléa fort et aux secteurs des zones d'aléa moyen et faible sans enjeux d'urbanisme ou d'aménagement.

1.1 Interdictions

Toutes occupations et utilisations du sol, de quelque nature qu'elles soient, sont interdites, à l'exception de celles visées au paragraphe ci-dessous. En particulier la réhabilitation de bâtiments pour création de logements est interdite.

1.2 Autorisations

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisées, à condition qu'elles n'aggravent pas le risque et n'en créent pas de nouveaux, qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte et respectent les principes de prévention et de sauvegarde des biens et des personnes :

- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du P.P.R., sous réserve qu'ils ne relèvent pas de la réglementation des permis de construire. Il s'agit notamment des aménagements internes, des traitements de façades, de la réfection des toitures sans changement de destination ;
- les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures... ;
- les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré dans le cas où la cause des dommages n'a pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge et sous réserve d'assurer la sécurité des biens et des personnes, et de réduire la vulnérabilité des biens ;
- l'aménagement de terrains à vocation sportive ou de loisirs, sans hébergement (sous réserve d'une étude préalable du danger) ;
- les carrières et extractions de matériaux sous réserve qu'une étude d'impact préalable intègre la gestion des risques naturels ;

Sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine et sous la responsabilité du maître d'ouvrage :

- les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ne dépassant pas **20 m²** d'emprise au sol ;
- les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, forestière ou piscicole.

Tous travaux d'utilité publique, sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent :

- pylônes de transport d'énergie et transformateurs électriques ;
- réservoirs d'eau, etc.

2 Dispositions applicables en zone Violette

Le zonage violet correspond à la zone d'aléa faible à l'amont du hameau du Bernard non protégé..

En l'absence d'ouvrages de protection, la réglementation applicable est celle de la zone rouge.

Prescription générale

Une étude globale, s'appuyant notamment sur un diagnostic précis des zones de départ et sur une analyse de l'intensité et de la fréquence du phénomène, et relevant d'un maître d'ouvrage collectif public ou privé, doit être réalisée afin de définir les ouvrages de protection adaptés. Il reviendra au maître d'ouvrage d'assurer la gestion courante et l'entretien régulier de ces dispositifs de protection.

2.1 Bâti existant

Le bâti existant pourra faire l'objet d'aménagements et d'extensions prenant en compte le risque et, si nécessaire, après réalisation de dispositifs de protection individuels adaptés. Les travaux de protection des bâtiments existants, dans l'attente ou en complément de la protection collective, sont possibles sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux.

Les abris légers, annexes de bâtiments, qui n'excèdent pas 20m² d'emprise au sol, sont autorisés s'ils ne sont pas destinés à l'occupation humaine.

2.2 Bâti futur

L'implantation de nouveaux bâtiments sera possible après la réalisation des dispositifs de protection définis dans le cadre de la prescription générale ci-dessus **et après révision du PPR.**

3 Mesures de prévention et de sauvegarde

3.1 Entretien et suivi des ouvrages de protection

**Il reviendra au maître d'ouvrage d'assurer la gestion courante et l'entretien des futurs ouvrages de protection.
Une visite technique des ouvrages devra être effectuée tous les 5 ans.**

3.2 Protection du couvert forestier

Certaines réglementations d'ordre public concourent à des actions préventives contre les risques naturels. C'est le cas notamment des dispositions du Code Forestier et du code de l'Urbanisme concernant la protection des espaces boisés, qui jouent un rôle important vis-à-vis du phénomène des chutes de blocs :

3.2.1 Code Forestier - Conservation et police des bois et forêts en général.

Il peut être fait application des dispositions des articles L 411-1 et 412-18, Titre I, chapitre 1 et suivants, Livre IV du Code Forestier pour le classement de forêts publiques et privées présentant un rôle de protection certain.

3.2.2 Code de l'Urbanisme - Espaces boisés.

En application de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme, les espaces boisés, publics ou privés, ont la possibilité d'être classés en espaces boisés à conserver au titre du Plan Local d'Urbanisme. Toute coupe ou tout abattage d'arbres dans un espace boisé classé est soumis à autorisation préalable délivrée par l'administration et peut être proscrit.

Concernant en particulier les secteurs situés en amont des zones urbanisées et Urbanisables du périmètre d'application du P.P.R., une réglementation visant à maintenir en l'état le couvert forestier est recommandée.